



ecovadis

Évolutions des audits sur site :  
vers une recombinaison des  
pratiques d'évaluation RSE

## Évolutions des audits sur site : vers une recombinaison des pratiques d'évaluation RSE

L'audit sur site est un outil puissant utilisé par tous les grands commanditaires internationaux. Les nouvelles exigences réglementaires de vigilance et de prévention de la corruption devraient stimuler son usage en tant que dispositif de contrôle auprès d'un panel toujours plus large d'entreprises. [L'analyse 2019 des plans de vigilance](#) par l'association Edh révèle sans surprise que les audits sur site, les évaluations fournisseurs et la mise en place de charte et/ou code de conduite constituent les principales réponses à la gestion des risques fournisseurs.

Le [baromètre QIMA 2019](#) confirme l'augmentation constante du recours à l'audit sur site : la demande d'inspections et d'audits sur le Mexique, le Pérou, le Guatemala et Haïti a plus que doublé en 2019 par rapport à 2018 (acheteurs américains) et les volumes d'audits ont triplé sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (acheteurs européens).

### Cependant, de nombreux experts alertent sur ses limites.

- Geneviève LeBaron de l'Université de Sheffield et Jane Lister ont démontré dans [leur étude](#) la difficulté à vérifier la réelle conformité du fournisseur et l'inefficacité des campagnes d'audits dans l'amélioration des performances RSE des entreprises auditées.
- Dr. Joseph Wilde-Ramsing, Maître de recherche à SOMO et coordinateur du réseau OECD Watch, rappelait lors d'un [entretien sur les clauses RSE](#) que *"l'immeuble du Rana Plaza avait été audité quelques jours avant son effondrement, ce qui a pu questionner la qualité des dispositifs d'audit prévu par les clauses RSE des donneurs d'ordres."*

La pratique d'audits sur site doit idéalement s'intégrer à un panel d'outils de suivi plus large de manière à optimiser son rapport coût/ efficacité.



## Audits de fournisseurs sur site : quatre limites

### Limite 1 : la durée moyenne d'une journée sur site

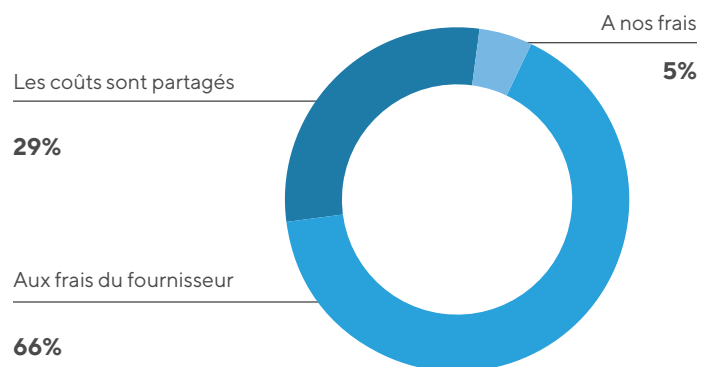
La demande forte a favorisé l'émergence d'une offre d'audits "simplifiés" qui échouent souvent à évaluer les problèmes matériels propres à l'activité du site audité. En parallèle des audits rigoureux, adaptés et longs (et donc coûteux !), la plupart des sociétés ont développé des inspections simplifiées d'une seule journée selon une "checklist" standardisée. La réalisation d'audits dans des délais aussi courts empêche les auditeurs d'approfondir certains éléments et rend les inspections imparfaites. Observer les conditions de travail uniquement au niveau du site, sans enquêter au delà des opérations «visibles», ne permet pas d'identifier par exemple de la sous-traitance non autorisée. Ces audits n'incluent pas les parties prenantes externes - ONG, syndicats et territoires - source importante d'informations impartiales sur les violations et les impacts sur les communautés locales.

### Limite 2 : le coût pour l'acheteur ...et le fournisseur

Les audits sur site constituent un budget important. Le prix jour d'un auditeur est de 500€ à 700€ et plus, selon la région géographique et le périmètre de l'audit. Du côté des fournisseurs, chaque intervention nécessite de mettre du personnel à disposition pour accompagner les auditeurs pendant tout le processus qui peut durer plusieurs jours, et ce pour chaque client, entraînant de sa part fatigue, exaspération et désengagement. Outre le temps passé, si certaines entreprises clientes prennent en charge les coûts de l'audit, la plupart des fournisseurs sont eux tenus de payer. 66% des acheteurs interrogés dans notre toute nouvelle étude croisée acheteurs/ fournisseurs "[Le contrat et les clauses RSE, leviers incontournables de vigilance](#)" font peser la prise en charge financière des audits sur le fournisseur, contre près de 30% qui prévoient une répartition des coûts entre fournisseur et client.



#### Pratiques acheteurs sur le coût du contrôle



Les audits répétés peuvent ainsi nuire à la viabilité financière des plus petites entreprises, c'est la conclusion du rapport de l'UNIDO "[CSR, Implications for Small and Medium Enterprises in Developing Countries](#)". La Banque Mondiale estime ce surcoût à **50\$ par jour par salarié (!)** dans le secteur de l'habillement au Vietnam.

### Limite 3 : la détection et la prévention des fraudes

La peur de perte de contrats commerciaux peut inciter des fournisseurs à présenter des documents frauduleux comme les feuilles de temps des employés, la rémunération et les incidents de santé et sécurité. Une modélisation de la pratique intensive d'audit réalisée par les chercheurs américains Plambeck & Taylor démontre mathématiquement ses limites et la propension du fournisseur à cacher des informations. Certains investissent même dans des sites de travail «vitrines» utilisés spécifiquement lors des vérifications -la production principale ayant lieu ailleurs. Pour chaque visite d'un tiers, la préparation est minimale car ces sites répondent aux exigences des différentes normes d'audit déployées. Les ONG et des organisations syndicales comme l'AFL-CIO rapportent aussi des pratiques comme le "briefing" des employés, la sélection orientée des travailleurs interviewés qui rendent difficiles la détection de cas de harcèlement, d'embauche discriminatoire ou de temps de travail. L'usage de systèmes tels que les "workers voice" devrait permettre sur le long terme de mettre fin à ces pratiques.

Des cas de corruption sont parfois relevés. La perte d'un contrat commercial en cas de non conformité est un enjeu suffisamment important pour tenter d'agir sur l'auditeur... et inversement ! L'auditeur, employé dans le cadre d'un contrat de travail local, donc peu rémunérateur, peut chercher à monnayer son attestation. Le recours à des auditeurs étrangers pour réduire les possibilités de corruption est impraticable en raison du coût, mais aussi de la compétence linguistique et culturelle que les auditeurs locaux apportent au processus. Les professionnels ont tous mis en place des politiques et des moyens visant à prévenir la corruption, identifier et remédier aux cas de fraudes. Le maître mot en la matière est une expression d'assurance raisonnable. L'audit ne cherche jamais une assurance absolue, parce que celle-ci est irréaliste.

### Limite 4 : la relation maître-élève

La pratique d'audits à répétition, provoque le ressentiment des dirigeants de sites. Outre le coût et le temps pris par chaque visite, l'audit est perçu comme une punition. La relation acheteur-fournisseur se joue sur un schéma maître-élève, où le maître cherche à éliminer les "mauvais élèves" dans une approche purement orientée risque. L'entrepreneur à l'autre bout de la chaîne, lui, ne tire rien de ces inspections, si ce n'est bien sûr, la "récompense" de garder son client. Des ONG et des journalistes déplorent que les résultats des audits soient utilisés pour éliminer les usines les plus à risque et non pour reconnaître et valoriser les sites conformes qui eux ont fait les investissements. Or il n'y a pas que des "mauvais élèves".

De nombreux managers, à l'autre bout de la chaîne, sont vigilants sur les questions d'éthique et ont déjà fait le choix de s'orienter dans un processus d'amélioration continue de leurs performances environnementales et/ou sociales. Ces fournisseurs aspirent à une relation de professionnel à professionnel dans un esprit d'amélioration continue. Le baromètre Achats Responsables EcoVadis 2019 soulignait ce décalage dans la relation acheteur-fournisseur sur les sujets de responsabilité sociale : la moitié des fournisseurs interrogés (49%) percevait leurs commanditaires engagés à leurs côtés. 4% des fournisseurs interrogés en revendiquaient même le portage exclusif !

Enfin, ce type de relation ne facilite pas non plus la remédiation. Pour lutter efficacement par exemple contre le travail forcé et le travail des enfants, Martine COMBEMALE - Fondatrice de l'association RSHS prône une approche pragmatique dans une relation plus équilibrée : "pour agir efficacement, il faut concilier les attentes légitimes des deux maillons extrêmes de la chaîne de sous-traitance, l'entreprise donneur d'ordres et le travailleur du bout du monde. Préférer le questionnement au jugement, le dialogue à l'interventionnisme, l'accompagnement à la substitution."

## Audits sur site et pandémie : premières données

D'après les [données QIMA](#), la demande d'inspections et d'audits sur site dans les trois premières semaines de février 2020 a chuté de -75% par rapport à l'année précédente...

### Les impacts de la pandémie sur la demande d'audits sur site

En Chine, la pandémie a entraîné un prolongement de la période traditionnelle de fermeture des usines au Nouvel An Chinois. Sur les trois semaines de Février qui ont suivi le Nouvel An, alors que d'ordinaire les usines ré-ouvrent lorsque les ouvriers reviennent de congés, la demande d'inspections et d'audits sur site a chuté de -75% par rapport à l'année précédente.

Puis, dans la semaine du 16 mars, suite aux réouvertures progressives en Chine, les volumes d'inspection et d'audit étaient sur le point de rattraper les niveaux de 2019... pour s'effondrer à nouveau, (baisse de -19% par rapport à 2019) mais, cette fois ci, du fait des mesures de confinement des acheteurs occidentaux, Europe de l'Ouest et États-Unis.

Un autre impact de la situation sanitaire est de **modifier les priorités des acheteurs** : les équipes de QIMA ont été par exemple fortement sollicitées par les donneurs d'ordres occidentaux en Février et Mars pour réaliser des audits techniques sur les conditions d'hygiène et d'équipement sanitaires de leurs sites de production en Asie, pour vérifier les conditions de réouverture des usines et ateliers.

Si les productions de biens de consommation courante « non essentiels » sont très largement suspendues, QIMA observe également une **course à l'importation des masques et matériels de protection**. Dans une crise sanitaire comme celle-ci, il est impératif que la qualité des équipements médicaux de protection tels que les masques, les gants, les manteaux et les lunettes soit vérifiée et conforme aux normes avant leur distribution aux équipes de première ligne et au public. Les Pays-Bas avaient par exemple annoncé fin mars le rappel de centaines de milliers de masques importés de Chine après avoir constaté qu'ils étaient défectueux et ne répondaient pas aux normes de qualité. Le [HA Lab Prévention Covid](#) du CNA a édité un guide pratique sur l'approvisionnement d'équipements et de services assurant la protection sanitaire.



## Les risques à court terme

Une enquête QIMA menée en février 2020 auprès de plus de 200 grands donneurs d'ordre internationaux a révélé que plus de la moitié des Directeurs et responsables Achats s'attendent à ce que l'épidémie de coronavirus augmente leurs coûts d'exploitation.

La pandémie a le potentiel d'accroître **les risques pour les droits de l'homme** dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. À mesure que les conditions d'emploi deviennent plus précaires dans l'industrie du vêtement par exemple, les travailleurs sont confrontés à des **risques plus élevés de travail forcé et d'esclavage moderne**.

Un risque direct à court terme est simplement lié à la **situation financière très précaire** dans laquelle une majorité de fabricants des pays producteurs commence à se retrouver (Bangladesh, Inde, Vietnam... dans une moindre mesure la Chine qui dispose d'un marché intérieur pouvant amortir le choc). Dans un contexte où certaines marques n'ont pas hésité à annuler du jour au lendemain leur carnet de commande – voire même les commandes en cours pour certaines – les usines vont certainement être **tentées de prendre des raccourcis sur les pratiques sociales et environnementales** pour sauvegarder leurs marges.

Dans la même logique, on risque d'assister à une **augmentation du travail dissimulé par sous-traitance** : **la sous-traitance dissimulée** est un problème mondial dans l'industrie des biens de consommation, qui expose les marques et les détaillants à des risques éthiques, nuit à la transparence de la chaîne d'approvisionnement et conduit souvent à des violations des droits de l'homme.

### Un risque ++ dans la filière de l'industrie textile / habillement

La supply chain y est par nature très éclatée, avec un fort besoin en main d'œuvre : la logistique dans l'industrie de la mode souffre tout particulièrement des retards de production et des annulations d'événements causés par l'épidémie de Covid-19. Pour les multinationales de la mode et de l'habillement, avec l'approvisionnement et la fabrication dans les pays touchés par l'épidémie, la communication quotidienne et la coordination entre les régions se révèle cruciale pour minimiser les perturbations.

“Le mouvement global de diversification géographique du sourcing va également sans doute s'amplifier, avec les risques éthiques associés : depuis quelques années, d'abord suite à l'augmentation des coûts de revient en Chine, puis depuis 2018 les tensions commerciales avec les Etats-Unis, les marques et distributeurs occidentaux ont commencé à chercher de nouveaux fournisseurs dans des régions moins matures que la Chine.

En 2019 par exemple la demande d'audits et inspections en Asie du Sud a augmenté de 37%, alors que les volumes en Chine stagnaient. Les usines de ces pays sont souvent moins sensibilisées et avancées dans leur approche du respect du droit des travailleurs, de la sécurité ou de l'impact environnemental. La pandémie de Covid-19 pourrait accélérer ce mouvement : les acheteurs ont réalisé en Février le risque de mettre tous leurs œufs dans le même panier lorsque la Chine a été mise à l'arrêt.

Notre baromètre du premier trimestre 2020 semble indiquer que ces derniers semblent alors plus susceptibles de se contenter de performances éthiques “suffisamment bonnes”, au lieu de conduire l'amélioration continue de leurs chaînes d'approvisionnement et la garantie du progrès par un suivi régulier.”

**Mathieu Labasse**, Chief Marketing Officer QIMA

## Combinaison audits sur site et évaluations : les perspectives dans ce nouveau contexte

Aujourd'hui plus que jamais, il est essentiel que les entreprises s'engagent et collaborent avec toutes les parties prenantes de la chaîne d'approvisionnement, y compris les fournisseurs, les travailleurs et le public, pour comprendre la meilleure façon de faire face à ces risques.

Entre audits sur site et évaluations RSE, il y a de fortes synergies opérationnelles.

En période de confinement et de quarantaine, les évaluations réalisées à distance ne sont pas affectées par les restrictions et constituent une bonne alternative ; les résultats pourront être utilisés pour affiner les audits une fois que les conditions seront revenues à la normale et que les interdictions de voyager seront levées, ce qui sera utile face à l'augmentation attendue des audits et à d'éventuels allongement des délais.

Selon le contexte, les synergies peuvent s'effectuer dans les deux sens : audit sur site puis suivi et engagement sur la durée par un cycle annuel d'évaluation basé sur des preuves, ou bien encore, ce qui est souvent observé, une demande d'audit sur site suite à des résultats trop faibles issus d'une évaluation documentée.

L'avantage principal de l'audit est de s'effectuer sur place, mais c'est un instantané. Du point de vue de l'amélioration continue, les deux approches sont donc plus que jamais complémentaires. Le baromètre QIMA du premier trimestre 2020 montre que les mesures éthiques et les progrès environnementaux dans l'approvisionnement mondial ont stagné et que les entreprises semblent donner la priorité aux préoccupations opérationnelles plutôt qu'à la durabilité.

**Q I M A**  
YOUR EYES IN THE SUPPLY CHAIN

Fondé à Hong Kong, QIMA a aujourd'hui 30 bureaux, plus de 3,000 employés de 60 nationalités et opère dans 85 pays.

QIMA est un prestataire de contrôle qualité et conformité, créé à Hong Kong avec un concept unique : proposer à ses clients un service en ligne, pour une plus grande réactivité et une meilleure maîtrise des budgets. Après plus de 15 ans d'activité, des marques, distributeurs et importateurs de plus de 120 pays à travers le monde utilisent QIMA régulièrement.

QIMA est partenaire de longue date d'EcoVadis : dans certains cas, à la fin du processus d'évaluation EcoVadis, l'analyste peut demander une vérification sur site d'un ou de plusieurs sites où l'entreprise opère pour compléter les preuves fournies par l'entreprise notamment des marchés avec des indicateurs de risque élevé en matière de problèmes sociaux et/ou environnementaux (p. ex. : Inde, Bangladesh, Chine). Le protocole de vérification sur site s'appuie alors sur la norme SA8000.



## Pour une nouvelle approche : intégrer les audits dans un cadre plus large

Un système plus efficace repose sur l'optimisation des moyens d'évaluation et de suivi : cartographie des risques, évaluations documentées, plans d'action corrective et audits sur site. Les audits chronophages et coûteux sont alors plus ciblés, la majorité des fournisseurs peut se concentrer sur l'amélioration de ses performances RSE :

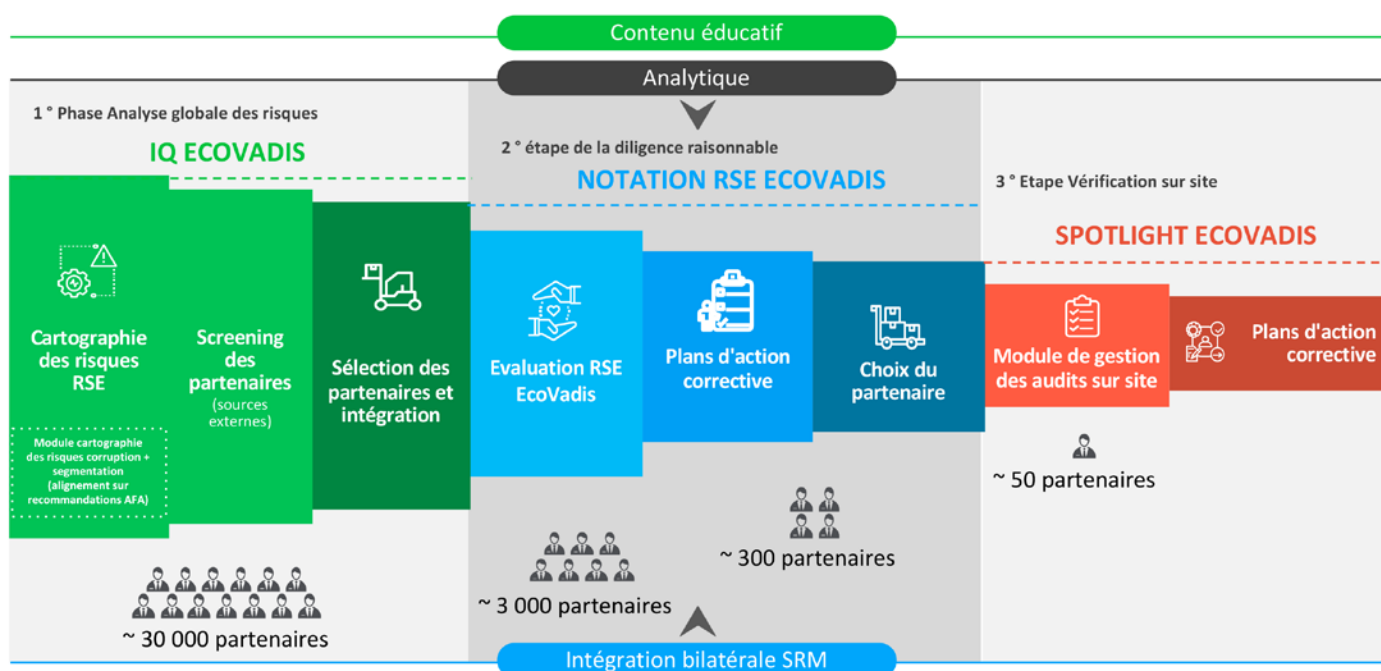
**Étape 1 :** Cartographie des risques sur 100% du portefeuille fournisseurs par secteurs, pays d'origine. Des outils de cartographie des risques, tels que **EcoVadis IQ** donnent aux acheteurs l'intelligence prédictive nécessaire pour gérer de manière proactive l'ensemble du portefeuille fournisseurs et accélérer leurs stratégies relationnelles (SRM). Le score obtenu par fournisseur détermine les autres étapes.

**Étape 2 :** Évaluation RSE volontaire sur la plateforme EcoVadis : les partenaires "à risque élevé" identifiés à l'étape 1 sont invités en priorité sur la plateforme pour procéder à **l'évaluation de leurs pratiques éthiques et performances sociales et environnementales**, basée sur des **preuves** : documentation interne du fournisseur, audits le cas échéant, mais aussi opinions et controverses relevées dans l'analyse quotidienne de +100 000 sources externes.

Les fournisseurs dont les performances RSE sont faibles, mais qui restent proches du seuil acceptable défini par l'acheteur sont incités à s'engager dans un plan d'amélioration (**Plan d'actions correctives**).

**Étape 3 :** Vérifications sur place par un tiers. Seuls les fournisseurs recevant un score EcoVadis inférieur au seuil minimal défini au préalable sont soumis à un audit sur site. A l'idéal, pour en optimiser le coût, les audits sur site peuvent être **mutualisés grâce à la solution Spotlight**.

## Approche intégrée de bout en bout



## Audit documentaire et audit sur site, des exemples de pratiques clients

Nos clients nous le disent : augmenter le nombre d'audits sur site pour chercher à maîtriser ses risques est contre-productif. Des moyens financiers considérables sont consacrés à des campagnes d'audits et l'identification de "mauvais élèves" parmi les fournisseurs... sans impact sur le long terme sur l'amélioration des performances sociales et environnementales. Seule une approche globale d'évaluation et d'engagement à plusieurs niveaux favorise la transparence et initie **une amélioration significative des pratiques RSE** des partenaires commerciaux. Les audits sont efficaces lorsqu'ils sont intégrés dans un processus complet aux côtés d'autres outils d'évaluation et d'engagement des fournisseurs et idéalement mutualisés !

## NESTLE réserve les audits sur site aux achats directs, matières premières et emballages.

Avec plus de 10 000 audits sur site réalisés sur ses fournisseurs de rang 1, Nestlé constate leur manque d'efficacité pour tous les achats qui ne rentrent pas dans le processus de production, les achats indirects : prestations Marketing, IT et informatique, RH, Communication, Événementiel, PLV, Services Généraux, Etudes, Voyages...

Dorénavant, les fournisseurs "IM&S" -indirect, marketing & service, sont invités sur la plateforme d'évaluation RSE EcoVadis. Dans certaines de ces catégories d'achat, les fournisseurs Nestlé sont de très petites entreprises où les audits sur site sont peu adaptés. Une évaluation RSE personnalisée sur la base d'un audit documentaire est une première étape plus pertinente. Le processus d'évaluation est adapté à la taille, la catégorie d'achat et l'implantation géographique de chaque fournisseur "IM&S" de Nestlé. Pour les plus petits fournisseurs (XS), l'évaluation repose sur la vérification d'une dizaine de points en moyenne.

Avec cette approche différenciée des fournisseurs "IM&S", Nestlé est lauréat d'un **"Sustainable Procurement Leadership Award" 2018**, pour avoir obtenu en 2017 les meilleurs taux d'amélioration des performances RSE (Best Supplier Portfolio CSR Performance Improvement). Ce trophée récompense le portefeuille de l'entreprise qui montre le pourcentage le plus élevé de fournisseurs améliorant leurs performances en matière de RSE et leur score moyen EcoVadis. Tous les clients actifs (2017) ont été considérés pour ce prix. Nestlé a reçu le prix d'après l'analyse des données réalisée par EcoVadis.



## ORANGE partage les résultats de ses audits sur site fournisseurs avec 12 de ses concurrents.

Fondée par Orange (France Télécom), Deutsche Telekom et Telecom Italia en 2010, la **Joint Audit Cooperation (JAC)** est une association qui regroupe aujourd'hui 13 opérateurs de télécommunications en plus des trois fondateurs; AT&T, Belgacom, KPN, Proximus, Rogers, Swisscom, Telenor, Telia Sonera, Verizon et Vodafone. Depuis 2010, la JAC a mené 112 audits dans 15 pays sur les cinq continents sur des fournisseurs de rang 1 à 3. La mission: veiller au respect des exigences contractuelles, mieux intégrer la protection des droits humains chez les fournisseurs et sous-traitants, mutualiser les audits RSE de fournisseurs selon une méthodologie commune. Les actions correctives sont planifiées, en accord avec les fournisseurs, et contrôlées par les membres de l'association.

Avec cette initiative, Orange, après avoir été primée par le World Forum for a Responsible Economy, était désignée comme finaliste pour la catégorie "collaboration externe" des prestigieux World Procurement Awards 2018.

## SANOFI fait de même avec 21 de ses concurrents.

Fondée en 2011 à l'initiative de six entreprises majeures du secteur de la chimie dans le monde, l'initiative sectorielle **Together for Sustainability (TfS)** avec l'arrivée de Borealis, compte à présent 22 multinationales et capitalise 9 années d'expérience. TfS permet à ses membres de partager leurs évaluations RSE fournisseurs, gérées par EcoVadis, mais aussi de mutualiser les résultats des audits sur site. Chaque membre est ainsi responsable de l'audit par un organisme tiers indépendant d'un certain nombre de fournisseurs. Les rapports d'audit et les évaluations RSE des fournisseurs sont partagés entre les membres de TfS selon un protocole de partage des données défini. Selon les résultats, des plans d'action corrective sont mis en place et gérés au nom de l'initiative sur la plate-forme, évitant aux fournisseurs une multiplication des efforts (temps, coûts, ressources) pour leur permettre de se concentrer sur leur métier.

La mutualisation de l'évaluation RSE (évaluations et audits sur site) est souvent une première étape. Ainsi que le rappelait Maylis Souque, Secrétaire général du Point de Contact National français de l'OCDE **dans un entretien sur les clauses RSE**, "La mutualisation des audits entre donneurs d'ordres constitue une solution pertinente autant pour améliorer leur efficacité opérationnelle que pour optimiser les coûts. Cela fait d'ailleurs partie des recommandations du Rapport « Rana Plaza » du PCN français avec notamment le renforcement des audits sur les aspects sociaux, environnementaux et de sécurité et la mutualisation des audits (recommandation n°6) et l'encouragement à « s'associer aux initiatives pluripartites » (proposition n°2)." La collaboration entre les entreprises d'un même secteur industriel est un puissant levier managérial pour accélérer la progression des performances environnementales et sociales de toutes les entreprises d'une chaîne d'approvisionnement et s'assurer de leurs pratiques éthiques.



## Conclusion

Avec souvent comme point de départ la réalisation ou mise à jour d'une cartographie des risques, l'intégration des audits sur site dans un panel plus large d'outils d'évaluation des performances RSE permet d'obtenir un meilleur retour sur investissement. Mieux réparties, les ressources sont utilisées plus efficacement pour obtenir des résultats plus ciblés et significatifs.

Le sentiment actuel du "sur-audit" devrait progressivement amener l'ensemble de la profession à envisager l'audit dans une démarche de plus long terme.

La mutualisation des audits sur site avec des solutions de mutualisation comme **EcoVadis Spotlight**, développée dans certaines **initiatives sectorielles**, est une nouvelle opportunité pour optimiser le coût : un audit ou une évaluation RSE pour un membre est un audit ou une évaluation **pour tous**.

## Sources

"Ethical Audits and the Supply Chains of Global Corporations"

Wilshaw R. "Social audits flawed as a way of driving sustainable change". The Guardian.

Raynard P, Forstater M. "Corporate Social Responsibility- Implications for Small and Medium Enterprises in Developing Countries".

Plambeck E, Taylor T. "Supplier Evasion of a Buyer's Audit: Implications for motivating Supplier Social and Environmental Responsibility". Stanford University/ University of California at Berkeley. 2015

AFL-CIO "Responsibility Outsourced- Social Audits, Workplace Certification and Twenty Years of Failure to Protect Worker Rights".

Application sur la loi de devoir de vigilance: analyse des premiers plans publiés / 1ère édition du 25 avril 2018 / Edh et BL évolution

"Le contrat et les clauses RSE, leviers incontournables de vigilance / Étude croisée 2018 acheteurs-fournisseurs / Affectio Mutandi & EcoVadis"

Analyse des plans de vigilance publiés / 2019 / association edh Entreprises pour les droits de l'Homme

Baromètre EcoVadis 2019 « Achats Responsables » en collaboration avec le « NYU Stern Center for Sustainable Business »

### En savoir plus sur la méthode d'évaluation EcoVadis :

Méthode d'évaluation RSE EcoVadis :  
Aperçu & Principes

Fiche d'évaluation EcoVadis

### Et vous, qu'avez-vous pensé de ce document ?

A quel point en recommanderiez-vous la lecture ?

Cliquez sur ce lien pour donner votre avis :  
<https://fr.surveymonkey.com/r/KC2HMDB>



## A propos d'EcoVadis

EcoVadis opère une plateforme mondiale d'évaluation et de mutualisation des performances RSE utilisée par plus de 65 000 entreprises de toutes tailles dans 160 pays. EcoVadis combine un système d'information et un réseau d'experts pour mettre à disposition de ses clients acheteurs et fournisseurs des notations simples, fiables et comparables couvrant 200 catégories d'achat et 21 indicateurs (des « émissions de CO2 » au « travail des enfants »). 70% des entreprises du CAC40 et plus de 450 grands groupes internationaux utilisent la solution EcoVadis pour cartographier les risques, couvrir les exigences de prévention anti-corruption et de devoir de vigilance et encourager l'innovation sur toute la chaîne de valeur incluant Axa, Auchan, Alstom, L'Oréal, LVMH, Nestlé, Orange, Pernod-Ricard, Renault-Nissan, Sanofi et Schneider Electric.

[www.ecovadis.com/fr](http://www.ecovadis.com/fr)

# ecovadis

Auteurs : Stéphanie Jacquin, Michael Smith et  
Véronique Seel pour EcoVadis

Graphisme et mise en page : Stéphane Laderrière

© 2020 EcoVadis SAS. All rights reserved